

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1916 - 13 octobre 1994 - 6 F

D 1916 MEXIQUE : ENTRE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ET INSURRECTION ZAPATISTE

A l'invitation du mouvement zapatiste du Chiapas (cf. DIAL D 1903), une "Convention nationale démocratique", tenue du 6 au 9 août 1994, a rassemblé 6300 délégués et observateurs en provenance de tout le Mexique. Elle avait pour but d' "*organiser l'expression pacifique de la société dans son combat pour le changement démocratique*". La Convention se voulait comme l'alternative aux élections générales du 21 août suivant qui ont cependant vu la victoire du Parti révolutionnaire institutionnel (cf. DIAL D 1899), avec l'élection d'Ernesto Zedillo comme président de la République.

Que va-t-il advenir du mouvement zapatiste au Chiapas? Pour l'instant la seule réponse claire est le réel renforcement des forces civiques hors partis traditionnels. Ci-dessous, historique de la "société civile" depuis l'indépendance du Mexique, et signification civile du mouvement insurrectionnel du Chiapas.

Note DIAL

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU MEXIQUE: QU'EST-CE À DIRE ?

par André Aubry

Après la secousse de 1994 au Chiapas, qui n'a rien laissé indemne, surgit une nouvelle sémantique de la transformation sociale, à savoir ce qu'on appelle désormais la "société civile". Le mot, qui n'est pas une nouveauté, renferme de nouveaux concepts, appelle de nouveaux engagements, s'incarne dans de nouveaux types de mobilisation, mais surtout reflète un dynamisme dont les racines plongent dans notre histoire et qui est porteur de nouveautés pour l'avenir.

Une nouvelle phase dans la volonté de changement

Le terme latino-américain de *guérilla*, qui est passé tel quel dans la plupart des langues, a été le mot-clé jusqu'à la fin de la décennie des années soixante-dix pour caractériser les transformations de la société dans les pays du Sud¹. Quand tout indiquait que le phénomène de la guérilla était en train de s'épuiser, voilà que surgit le mouvement zapatiste au Chiapas. Mais en se présentant au monde², son porte-parole précise que les Indiens qui le composent ne sont plus des guérilleros mais des "*insurgés*", et que le mouvement est né d' "*une lente accumulation de forces en silence*" jaillies des "*organisations indépendantes*" de la société civile.

A la fin des années soixante, déjà, à l'époque où les évêques d'Amérique latine, interpellés par la masse des pauvres, organisaient la Conférence générale de l'épiscopat à Medellín, en Colombie (1968), ils avaient rayé de leurs documents préparatoires le mot "développement" pour le remplacer par celui de "libération", et changé l'adjectif "développé" en celui d' "indépendant".

¹ Eric R. Wolf, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, Harper & Row, New York, 1969.

² Communiqué du sous-commandant Marcos du 6 janvier 1994.

Avec la "décennie perdue" des années quatre-vingt et la question de la dette insolvable source d'une nouvelle dépendance, la bataille essentielle en Amérique latine est devenue celle de la société civile et de ses organisations indépendantes.

Le concept de "libération nationale"³ traverse toute cette évolution. Il est la justification de la guérilla, la visée et l'espoir des insurgés, l'alternative au contestable développement; il est aussi l'objectif pacifique de la lutte légale et non violente de la société civile. Cependant, l'accent sur le *civil* (société civile, résistance civile, insurrection civile) indique que nous entrons dans une nouvelle phase de la lutte pour le changement. Nous l'observerons depuis le mirador du Chiapas - où il a acquis un pouvoir convocateur en 1994 - mais sans oublier qu'il a des adhérences dans l'ensemble du pays et du continent.

L'échec des partis politiques

L'accoucheur de la société civile a été le président José López Portillo (JLP), bien malgré lui. Son sexennat (1976-1982) avait commencé avec un péché originel contre la démocratie puisqu'il n'y avait pas eu d'autre candidat aux élections présidentielles. A la faveur du boom pétrolier, il procédait à une réforme administrative et politique. L'opposition, y compris le Parti communiste, entrait dans la légalité et tous les partis recevaient une aide financière pour leur fonctionnement, ce qui était pour le gouvernement une manière de les contrôler. Le sexennat de JLP allait s'achever par un acte symbolique: la prison - où avaient été incarcérés les manifestants violemment réprimés en 1968 - se muait en espace culturel, le Palais de Leçumberri, siège actuel des Archives générales de la nation.

Les partis se présentèrent aux élections présidentielles de 1982. Pour accroître leurs chances, cinq d'entre eux de l'opposition de gauche constituèrent le PSUM (Parti socialiste unifié du Mexique). Leur candidat commun fut le communiste Arnolando Martínez Verdugo. Malgré son discours inadapté aux réalités du terrain, les Indiens de la jungle lacandonne et d'une partie des Hautes-Terres se rassemblèrent en foule à Comitán⁴. La plupart des tojobales et des tzeltales qui avaient participé au 1^o Congrès indien Fray Bartolomé de las Casas de 1974⁵ étaient présents, à l'étonnement des autres participants qui se demandaient comment tant de gens non manipulés pouvaient accourir de villages si éloignés et si dépourvus de moyens de communication.

C'est évidemment le candidat du parti d'Etat, Miguel de la Madrid Hurtado (MMH) qui gagna les élections. Et il arriva ce qui devait arriver: le PSUM oublia ses électeurs des profondeurs de la selva ou des hauts plateaux, en se contentant de leur laisser une partie de l'argent non dépensé pendant la campagne présidentielle pour des programmes de développement de dernière heure⁶.

Essor et déclin de la société civile

Le président MMH (1982-1988) était tellement occupé par la banqueroute du pays et "la mise en ordre de l'économie nationale" que son administration - celle de "la rénovation morale" - ne se rendit pas compte tout de suite de la mobilisation de la société civile, du fait que celle-ci ne passait ni par les partis de la réforme politique ni par le calendrier électoral. Dans les bidonvilles de Mexico ou les nouvelles villes pétrolières, à la campagne et au sein des *éjidos*⁷, un labeur quotidien de conscientisation s'est effectué en profondeur. Dans les recoins les plus oubliés du pays, des centaines d'obscurs "Marcos", de la frontière des Etats-Unis au Chiapas, se sont

³ Andrés Aubry, "Indigénisme, indianisme et luttes populaires de libération", dans *Le Monde diplomatique*, n° 349, Paris, avril 1983, p. 28.

⁴ Récit de Martínez lui-même en *CEMOS Memoria*, n° 64, mars 1994.

⁵ Cf. DIAL D 233.

⁶ Notes de terrain (1983-84) du programme agricole de l'INAREMAC en zone tojobale.

⁷ L'*éjido* est une forme de propriété sociale de la terre au bénéfice des communautés indiennes. Cf. DIAL D 1724.

identifiés avec les exclus. Autour d'eux ont pris consistance des "organisations" ouvertes dont les membres n'intéressaient pas les partis classiques: ils étaient considérés comme politiquement irrécupérables par les "avant-gardes". Mais leurs micro-réalisations attiraient l'argent des ONG, qui y voyaient l'amorce d'une société alternative gérée par les exclus eux-mêmes.

A la différence des partis, ces organisations "indépendantes" tenaient un discours sans dogmatisme et accessible aux analphabètes. Leur force et leur valeur ne tenaient ni à un homme ni à une tendance, mais à l' "organisation" (non au sigle, mais à ses qualités et cohésion internes) aux noms significatifs: Union, Bloc, Alliance, Coordination, Convergence, Front. Sans visée nationale, ce mouvement avait un impact local ou régional, là où n'allaient ni les politiques professionnels ni les fonctionnaires officiels. C'est ainsi que, en rural, se sont constituées les Unions d'éjidos puis les Unions d'unions d'éjidos, la CNPA (Coordination nationale Plan de Ayala) et une multitude d'autres du même type.

C'est dans ce climat social nouveau que se produisit le tremblement de terre de 1985 à Mexico. La catastrophe, qui prenait au dépourvu les institutions officielles, révéla au monde l'imagination et l'efficacité de ces organisations indépendantes de la société civile. Ses "topos" - en s'enfonçant comme des taupes sous les décombres - sauvaient des vies; son inventivité créait des logements; l'anonyme masqué *Superbarrio Gómez* (une espèce de superman Dupont) agglutinait les enthousiasmes, convoquait les bras, regonflait les énergies, mettait en question les mesures institutionnelles, et réussit même à faire tomber le ministre de l'urbanisme (remplacé par Manuel Camacho Solís qui aura plus tard l'audience des zapatistes). La société civile était adulte, et elle émerveillait l'opinion par les espaces qu'elle avait su conquérir⁸.

Dans un État populiste dans lequel rien n'existe en dehors de l'initiative officielle, le président MMH le prit comme un affront: l'indépendance de ces organisations défiaient son gouvernement, et les nouveaux espaces sociaux devenaient potentiellement subversifs. La popularité de la société civile était telle qu'il ne pouvait la réprimer: il se contenta de la plagier, il l'acheta par le moyen classique du clientélisme, il l'infiltra et la réduisit au silence.

Parallèlement, au Chiapas, le gouverneur (le général Absalon Castellanos Domínguez qui sera, dix ans plus tard, séquestré par les zapatistes) prit moins de précautions: il remplit les prisons de l'État du Chiapas et le bagne de Islas Mariás (dans le Pacifique) avec les acteurs et alliés de la société civile. C'est à cette époque que "Marcos" s'infiltra dans la Jungle lacandonne...

Le président Salinas (1988-1994) et le nouveau gouverneur du Chiapas Patrocinio González Garrido compléteront ce travail avec plus de méthode, celle que préconisait Hobbes dans son *Léviathan*⁹: "si la dignité des personnes résiste à se vendre, proposez-leur des postes pour "servir" au plus haut niveau de l'État et vous démantèlerez inmanquablement le niveau local"¹⁰. De la sorte, des éléments dynamiques comme ceux de la revue des mouvements populaires *Punto Crítico* deviennent un beau jour les chevilles ouvrières de *Solidaridad* et de *Procampo*¹¹; ou de grands noms de la gauche deviennent les conseillers d'organisations paysannes au titre d'organismes gouvernementaux de crédit ou d'assistance technique; ou encore, le fondateur d'une Union d'unions d'éjidos se retrouve soudain sous-secrétaire d'État à l'agriculture, tandis que celui d'une autre Union trône parmi les dirigeants de la très gouvernementale CNC (syndicat officiel paysan). C'est l'éclipse de la société civile par le contrôle, l'asphyxie

⁸ Cf. DIAL D 1067.

⁹ Thomas BENJAMIN, *Camino a Leviatán, Chiapas y el Estado Mexicano*, CONACULTA, Mexico 1990, démontre comment le modèle s'applique au Chiapas.

¹⁰ Pour plus de détails, cf. Andrés AUBRY, "Una lenta acumulación de fuerzas en silencio" en DOCUMENTOS 43 (Junio de 1994), INAREMAC, San Cristóbal de las Casas, pp. 11s y 14s.

¹¹ Ces deux créations du président Salinas (la dernière étant électorale) consistent en dons en espèces ou en équipements pour compenser les inégalités sociales. L'appareil qui contrôle *Solidaridad* s'appelle PRONASOL.

ou l'entrée dans la clandestinité, avec la relance de la guérilla au Chiapas, un fait connu bien qu'officiellement nié.

Le réveil mexicain

Depuis la mairie de San Cristóbal, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) diffusait le 1er janvier 1994 le premier numéro de son bulletin *El Despertador Mexicano*¹² qui contenait la première "*Déclaration de la selva*", où les insurgés disaient un *Basta!* définitif "*après avoir tout essayé pour observer la légalité*" constitutionnelle¹³. Dans son communiqué du 6 janvier 1994, l'armée zapatiste répétait qu'elle avait suivi "*tous les chemins pacifiques et légaux*", mais en vain, et que l'heure était venue du "*réveil populaire*" dans les "*organisations indépendantes*"¹⁴.

Les faits et les paroles ne laissent aucun doute: il ne s'agissait pas d'une guérilla, ni par ses effectifs considérables, ni par son organisation (soumise à une instance non militaire, le Comité clandestin révolutionnaire indien-CCRI), ni par ses propos, puisque l'EZLN ne prétendait pas prendre le pouvoir mais au contraire poussait la société civile à le prendre, en application de l'article 39 de la Constitution qui autorise le peuple souverain à "*altérer ou modifier la forme de son gouvernement*"¹⁵. A un moment du conflit où personne ne parlait encore de trêve, les zapatistes expliquaient, dans une lettre à Rigoberta Menchú, qu'un travail législatif respectueux de la société civile pourrait éviter la guerre s'il réglementait l'application de ce même article.

La société civile répondait immédiatement. Plus de deux cents organisations se regroupaient dans le Conseil par État des organisations indiennes et paysannes (CEOIC) et se déclarait solidaires de l'EZLN, tout en exprimant des réserves quant au choix de la voie armée. Dans le cadre des futures conversations de paix, l'EZLN demandait à la société civile d'assurer les conditions du dialogue, à quoi 282 ONG de tout le pays répondaient en créant "Espace de paix" (ESPAZ). Du 22 février au 2 mars, pendant le dialogue de la cathédrale, ces mêmes ONG faisaient pression à la fois pour que les zapatistes ne rendent pas leurs armes et pour qu'ils ne les utilisent pas¹⁶.

En juillet, à un moment de forte tension dans les discussions avec le représentant du gouvernement, l'EZLN demandait à la société civile de se manifester à nouveau par le biais d'une Convention nationale démocratique.

Du 6 au 9 août effectivement, dans le village zapatiste symboliquement nommé Aguascalientes (en souvenir de la Convention de 1914 pendant la Révolution), une foule de 6 à 8.000 délégués, invités et observateurs, se réunissait au titre de la société civile. La presse indépendante du pays et celle de l'étranger étaient présentes ainsi que d'innombrables ONG en plus des intellectuels, des militants sociaux, des délégués des conventions des différents États de la Fédération depuis la Basse Californie jusqu'au Yucatán, et des organisations indiennes de toutes les ethnies; sans oublier les vieux Fronts, Blocs et Convergences, les militants des bidonvilles de l'époque du tremblement de terre de 1985 et même *Superbarrio Gómez* masqué comme Marcos. Lors de la conférence de presse qui clôturait la Convention nationale démocratique Marcos annonçait: "*Désormais, l'EZLN ne se gouverne pas seule, elle obéit à la Convention. Elle ne prend pas la direction du mouvement, elle l'appuie.*"

Ces paroles prononcées à Aguascalientes apportaient un nouvel éclairage sur l'armée zapatiste et ses rapports avec les mouvements pacifiques. De même que les "organisations indépendantes" de la société civile, par leur micro-réalisations de production ou de réappropriation de la citoyenneté dans les quartiers populaires ou

¹² Réminiscence de *El Despertador Americano* de 1810 (Guadalajara), au temps de Hidalgo.

¹³ *El Despertador Mexicano*, órgano informativo del EZLN, n° 1, décembre 1993, p. 2.

¹⁴ Cf. note 2.

¹⁵ Dans *La Jornada* du 6 janvier 1994, p. 18.

¹⁶ "Versiones estenográficas" des conférences de presse lors des dialogues de la cathédrale (22 février-2 mars 1994).

dans les éjidós, étaient comme l'ébauche d'une société alternative et démocratique, de même l'EZLN se présentait comme la défense alternative dont se dotait la société civile. Lors de la même conférence de presse, Marcos avait précisé: "*Nous ne sommes pas une guérilla, nous sommes une armée régulière*", une force de dissuasion face à ceux qui voudraient en finir avec les espaces progressivement gagnés par la société civile dans sa "*lente accumulation de forces*".

Le spectre de la fraude électorale faisait craindre une reprise et même une escalade du mouvement armé après les élections présidentielles du 21 août. Mais le mot d'ordre fut autre: si la fraude devait se confirmer, la Convention appliquerait une stratégie de "résistance civile"; et si la situation devait empirer, celle de l' "insurrection civile".

Le concept de société civile

Par ses affirmations répétées et par son vocabulaire significatif, l'EZLN entend situer sa lutte - qui n'est militaire que par dépit alors qu'elle est en réalité de nature civique - dans la continuité de la lutte pour l'indépendance commencée par les insurgés de 1810. Pendant la période coloniale, il n'est question que de loyalisme des vassaux envers le Royaume. Il faut attendre la fin du XVIII^e siècle pour voir apparaître un nouveau mot, un nouveau concept: celui de "patrie", introduit au Chiapas en 1797¹⁷, dont les gardiens sont (autre nouveau terme) les "citoyens", dotés de droits et collectivement responsables de la "nation" (dernière nouveauté sémantique).

C'est en ces temps lointains qu'émerge la société civile. Elle est formée par des "sociétés", comme l'omniprésente Société économique des amis du pays dont les fondateurs furent partout des héros de l'Indépendance; par les autorités naturelles de quartier; par les différentes professions, souvent corporatives; ainsi que par les institutions religieuses et militaires. Ce sont elles qui, au Chiapas, convoquent la première Convention, celle de 1823¹⁸ (et en Europe, les clubs révolutionnaires). Mais cette Société est entrée en conflit avec l'Etat dit de droit, une manière de souligner que le droit (et la raison) d'Etat étaient les seuls légitimes¹⁹.

La démocratie est née le jour où les citoyens sont parvenue à soumettre l'État à la Société, l'un et l'autre reliés et réconciliés dans la nation qui les englobe. La démocratie inclut donc mais dépasse le simple exercice électoral ainsi que la séparation des pouvoirs, car elle repose sur le postulat que la société civile exerce son contrôle sur l'État, dont la souveraineté usurpée réside uniquement dans la nation.

Au Mexique, la réappropriation de la démocratie par les citoyens s'accompagne d'un glissement de concepts: depuis la Constitution de 1917 (à l'article 39 plusieurs fois cité par les zapatistes) la souveraineté réside dans le "peuple", un mot qui explicite ou remplace celui de "nation". Le rappel historique de ces pages fait apparaître un même glissement: les formes d'organisation que se donne le peuple, même si c'est de façon provisoire ou révocable, sont celles de la société civile comme expression de la "volonté populaire". Un vocabulaire que, semble-t-il, l'État s'approprie en le falsifiant quand il célèbre son "triomphe" électoral d'aujourd'hui.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441

¹⁷ Andrés AUBRY, dans Boletín del Archivo Histórico Diocesano, Vol. IV, N° 5-6 ("Insurgencia, autonomía y gobiernos de transición en los manuscritos de Chiapas"), INAREMAC, San Cristóbal de las Casas, pp. vi-vii.

¹⁸ Ibid. pp. x-xii.

¹⁹ Andrés AUBRY, "Estado de derecho o democracia?" en **Expreso** (quotidien de Tuxtla Gutiérrez) du 18 juillet 1994.